



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

DOM-ROM : Guadeloupe

Question au Gouvernement n° 965

Texte de la question

SITUATION EN GUADELOUPE

M. le président. La parole est à M. Christian Paul, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Christian Paul. À mon tour, monsieur le Premier ministre, de dire que vous voulez bâillonner nos débats par le règlement de l'Assemblée nationale. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP. - Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) Pourtant, notre temps de parole, c'est la voix des Français. Vous ne nous ferez jamais taire ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR -- Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Yves Nicolin. Baratin !

M. Michel Herbillon. Caricature !

M. Christian Paul. Je pose cette question au nom de notre groupe, solidaire de la Guadeloupe, et tout particulièrement de nos collègues députés Victorin Lurel, Jeanny Marc et Éric Jalton ainsi du sénateur Jacques Gillot, dont je salue l'esprit de responsabilité devant une crise sociale gravissime.

Fidèle à sa méthode, le Gouvernement a joué le pourrissement de la situation sociale en Guadeloupe. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Lucien Degauchy. C'est vous qui soufflez sur les braises !

M. Christian Paul. Là-bas comme ici, comme partout dans la République, c'est quand les mouvements sociaux sont déterminés, que le Gouvernement consent à se préoccuper de nos concitoyens et de leurs difficultés quotidiennes.

La population de Guadeloupe soutient la grève générale contre la vie chère et pour le pouvoir d'achat, malgré les désagréments et la paralysie de l'île.

Quelle est la réalité ? Là-bas comme ailleurs, mais plus qu'ailleurs sans doute, c'est la vie chère, des produits de consommation deux à trois fois plus chers qu'à Paris, une économie sous le contrôle de monopoles souvent proches du pouvoir.

La réalité, c'est aussi un ministre de l'outre-mer qui arrive deux semaines trop tard pour recycler des décisions déjà prises depuis longtemps sur le RMI, le RSA ou les billets d'avion. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Jean-Michel Ferrand. Ça suffit !

M. Christian Paul. Monsieur le Premier ministre, je vous demande, devant la représentation nationale, que la solidarité et la justice soient enfin rétablies en faveur de la Guadeloupe et de tous les départements d'outre-mer. Je vous demande que l'égalité sociale avec les outre-mers, oubliée depuis 2002, redevienne la loi de la République (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) et que des décisions très concrètes sur les salaires, le SMIC, les minima sociaux, les hôpitaux, les baisses de TVA, et contre les discriminations soient annoncées dès aujourd'hui par votre Gouvernement ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et sur plusieurs bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à Mme Michèle Alliot-Marie, ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales*. C'est bien de faire de grandes déclarations, monsieur Christian Paul ; c'est encore mieux d'agir ! (*Applaudissements sur les bancs*

du groupe UMP.) Et c'est bien d'action qu'il est question et c'est précisément ce que nous faisons sur le terrain ! Il est vrai que cette crise sociale est le reflet de l'inquiétude de nos concitoyens de Guadeloupe pour leur niveau de vie et leur pouvoir d'achat. Contrairement à ce que vous venez d'affirmer, monsieur Paul, le Gouvernement ne s'est pas désengagé de cette crise. (" *Absolument ! " sur les bancs du groupe UMP.*) Dès le départ, le préfet a tout fait pour entretenir le dialogue entre les collectivités territoriales et les catégories socioprofessionnelles ! (" *Non ! " sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Et c'est bien ce qu'il fallait faire !

M. Philippe Briand. Très bien !

M. Michel Lefait. Vous ne l'avez pas viré ?

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre de l'intérieur*. Il est vrai que, pour diverses raisons, cela n'a pas abouti. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) C'est la raison pour laquelle nous avons, avec Yves Jégo, pensé qu'il était nécessaire qu'il se rende sur place. Il a ainsi obtenu que, dès demain, les stations service soient rouvertes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) C'était un point de blocage important, désormais levé ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Par ailleurs, le secrétaire d'État a annoncé une série de mesures destinées à aider nos compatriotes. En ce qui concerne le RSA, les 63 000 concitoyens qui vont en bénéficier apprécieront votre haussement d'épaule, messieurs de l'opposition ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) En ce qui concerne l'aide aux plus défavorisés, ce sont 40 000 d'entre eux qui bénéficieront de billets à tarif réduit pour leur permettre de venir voir leur famille en métropole.

M. Christian Paul. C'était déjà le cas !

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre de l'intérieur*. Pour ce qui est du niveau des prix pratiqués en Guadeloupe, j'ai mandaté une commission (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) chargée d'évaluer la situation, d'identifier les abus et de comprendre les raisons objectives pour lesquelles les prix sont plus élevés en Guadeloupe qu'ils ne le sont en métropole.

Lors de mon dernier voyage aux Antilles, je rappelle que j'ai pu signer avec les représentants de la grande distribution à la Martinique, un accord permettant de faire baisser les prix. Je regrette qu'il n'ait pas été possible alors de faire de même en Guadeloupe.

J'ajoute enfin que de nombreuses dispositions du plan de relance vont s'appliquer à la Guadeloupe,...

M. François Hollande. Alors ils sont sauvés !

M. Albert Facon. Paroles, paroles !

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre de l'intérieur*. ...notamment seize d'entre elles, y compris la restructuration de l'ancien hôpital pour l'université.

Le Gouvernement s'étant engagé, je souhaite, monsieur Paul, que l'ensemble des élus de Guadeloupe soient prêts eux aussi à s'engager pour aider nos concitoyens ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Albert Facon. Ce sont des élus responsables !

Données clés

Auteur : [M. Christian Paul](#)

Circonscription : Nièvre (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 965

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Ministère attributaire : Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 février 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 4 février 2009